

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 8 • 19 FÉVRIER 2021 • CHF 3.-

GE: Entretien avec Morten Gisselbaeck, candidat PdT au Conseil d'Etat page 2



Etre indigène au Chiapas. Rencontre avec Julio Arce, membre d'une ONG page 5



IL FAUT LE DIRE...

Qui a peur de la caisse maladie publique?

Après Neuchâtel, le Canton de Vaud a décidé de demander à son tour aux autorités fédérales la possibilité de créer une institution d'assurance maladie publique cantonale. En deuxième débat, le projet a été approuvé cette semaine par le Grand Conseil par 73 voix par 66. L'institution serait chargée de fixer et d'encaisser les primes, de négocier les tarifs avec les fournisseurs de soins. Ceci alors que les tâches administratives - comme le contrôle des factures - resteraient aux mains des assureurs privés.

«Cette initiative très modérée propose de multiples avantages: une meilleure transparence des coûts, une vision et un contrôle des réserves qui laissent beaucoup à désirer maintenant, des cotisations unifiées, qui éviteraient le tourisme annuel de changement de caisses bien compliqué pour certains et un meilleur développement de la prévention», a expliqué Marc Vuilleumier, député du groupe Ensemble à Gauche-POP. «Notre but premier, c'est d'avoir une meilleure adéquation des primes par rapport aux coûts réels», a ajouté le vert-libéral, Blaise Viannet, docteur de son état.

Cette proposition, qui mériterait d'être concrétisée une bonne fois pour toutes, fait-elle peur à la droite, souvent proche des lobbies des caisses? Toujours est-il que lors des débats vaudois, on a entendu, une nouvelle fois, la litanie des critiques habituelles. Que l'on va étatiser un peu plus la santé, que la caisse attirera tous les mauvais risques, qu'elle n'aura aucune influence sur les primes et les coûts de la santé. Bref qu'elle ne servira à rien. Sans vraiment proposer de solutions alternatives.

Rappelons que c'est la même droite qui combat aussi l'augmentation de la facture sociale cantonale. Cette dernière comprend notamment la couverture des subsides maladie. Bénéficiant à près de 290'000 personnes, cette couverture se montait l'année dernière à 800 millions dans le canton de Vaud. Sans cette aide substantielle, de nombreuses familles notamment dans la classe moyenne inférieure, ne s'en sortiraient pas.

Face au poids majoritaire du privé dans la santé, le projet d'une caisse publique dans laquelle seraient représentés les pouvoirs publics, les assurés et patients ainsi que les prestataires, en accordant plus de poids à l'intérêt public, mérite réellement d'être mise en place. Sans délai.

Joël Depommier

Les désastres de l'huile de palme

SUISSE-INDONÉSIE • Déplacement forcé de populations, destruction accélérée d'écosystèmes, spoliation des populations indigènes par la culture de l'huile de palme, il est possible à chacun.e d'agir depuis la Suisse. Entretien avec Kartini Samon, qui travaille pour l'ONG internationale Grain à Jakarta.

Quelle est la direction économique prise par l'Indonésie?

KARTINI SAMON L'Indonésie est très agressive dans l'ouverture de ses marchés aux investissements étrangers. Elle participe activement à de nombreux accords commerciaux, tels que l'APE UE-Indonésie, l'accord commercial Asie-Pacifique, l'AELE-Indonésie, etc. Non seulement ces accords réglementent le commerce des marchandises, mais ils offrent aussi beaucoup de protection et de droits aux grandes entreprises et investisseurs. Cela se reflète dans les changements de la législation nationale, l'adoption de la loi omnibus. Une loi minière favorisant les investissements, les infrastructures et les industries extractives. Et menaçant les droits des travailleurs, des paysans et de l'environnement.

Qu'est-ce qui vous inquiète le plus dans ce développement?

Le rythme de la destruction de l'environnement qui menace tant de vies et de moyens de subsistance des gens juste pour accommoder quelques magnats et multinationales. Les gens sont déplacés, il y a tant de catastrophes climatiques qui se produisent dans les pays en développement: feux de forêt, inondations, sécheresses. Dans le même temps, les menaces contre les communautés, les militants et les journalistes qui remettent en cause cet état de fait se multiplient. Et tout cet accaparement de terres et cette destruction de l'environnement sont légalisés par des lois et règlements ainsi que des accords de libre-échange.

Que pensez-vous des politiques de libre-échange, du point de vue des agriculteurs et populations rurales indonésiennes?

Les politiques de libre-échange ont toujours consisté à donner plus de droits et de protection aux sociétés multinationales et aux investisseurs... De nombreux accords commerciaux sont utilisés pour faciliter la privatisation et la commercialisation des ressources agricoles: terre, eau, semences. Ils sont également employés pour réduire l'offre excédentaire de produits agroalimentaires par des réductions tarifaires.

Pour les agriculteurs et les populations rurales, les accords de libre-échange sont résolument préjudiciables. Non pas que nous n'ayons pas besoin du commerce. Mais du point de vue de la souveraineté alimentaire, nous devons renforcer et protéger le marché local, alors que les accords de libre-échange ont l'effet inverse. Ils affaiblissent la protection étatique des prix et du marché local. Ils mettent les agriculteurs et la population rurale en concurrence directe avec les grandes entreprises sans aucune protection.

Quelles sont les menaces pesant les peuples indigènes?

La vie des peuples indigènes et des communautés rurales est très interconnectée et dépend de l'environnement dans lequel ils vivent. Leur habitat est détruit à un rythme rapide par les plantations à grande échelle, l'exploitation minière, le développement des infrastructures. Rien qu'en 2020, il y a eu plus de 240 conflits liés à la terre en Indonésie, les cas de plantations de palmiers à huile étant les plus fréquents.

Quels seront les effets concrets de l'accord avec l'AELE?

L'accord avec l'AELE aggrave considérablement la situation des petits producteurs de denrées alimentaires en Indonésie. En obligeant l'Indonésie à devenir membre de l'UPOV91 (Convention sur les



La certification RSPO pour l'huile de palme n'est pas un outil efficace pour résoudre l'accaparement croissant des terres.

CIFOR

semences, ndr), elle menace la liberté des agriculteurs de conserver, de sélectionner et d'échanger leurs propres semences...

Entre-temps, l'AELE va aussi augmenter les importations de poisson congelé de Norvège et d'Islande en Indonésie en supprimant les droits de douane sur plus de 80% des produits en provenance des pays de l'AELE et destinés à l'Indonésie, y compris le poisson. Actuellement, 60% des importations totales de saumon en Indonésie proviennent de Norvège et près de 70% des exportations de poisson d'Islande se font vers l'Indonésie, ce qui en fait un marché intéressant pour le secteur de la pêche des pays de l'AELE. Cela risque d'entraîner une concurrence inégale pour les quelque 3 millions de petits pêcheurs indonésiens.

Que pensez-vous du label RSPO?

La RSPO¹ est une réponse de l'industrie de l'huile de palme aux conflits et aux problèmes environnementaux, en particulier la déforestation, qui sont nés de l'expansion très rapide des plantations industrielles, notamment en Indonésie et en Malaisie, au cours des 20 dernières années. Mais les procédures, principes et critères de la RSPO sont souvent très difficiles à comprendre pour les communautés... C'est un grand avantage pour les entreprises qui cherchent à obtenir la certification, et souvent une source de frustration pour les communautés.

Un autre aspect problématique est que la RSPO n'est pas un outil efficace pour résoudre l'accaparement croissant des terres et la plantation de plus de monocultures pour l'exportation. Elle ne remet pas en cause la logique de l'industrie de l'huile de palme qui consiste à étendre toujours plus les plantations et les marchés. Je pense que parler de «durabilité» sans remettre en question les aspects de l'expansion de la

monoculture à grande échelle est du «greenwashing». Les entreprises se renforcent grâce à des mécanismes comme la RSPO, et la lutte des communautés pour résister à l'accaparement des terres, pour défendre leurs territoires, devient plus difficile...

Vos priorités pour améliorer la situation des paysans et des populations autochtones, en matière de souveraineté alimentaire et d'accès à la terre?

Il est urgent de résoudre les conflits fonciers qui opposent les paysans et les indigènes aux entreprises. De revoir et d'évaluer toutes les autorisations accordées aux industries et infrastructures extractives qui violent la terre et le territoire des populations et rendre la terre aux communautés. Il doit y avoir une protection des prix et un soutien au marché local. Nous pouvons commercer sans toutes les règles et réglementations restrictives des accords de libre-échange.

Que pouvons-nous réaliser en Suisse pour améliorer la situation en Indonésie et renforcer votre travail?

Renforcer et construire la solidarité avec le peuple indonésien en soutenant l'appel des Organisations de la société civile (OSC), des femmes, des agriculteurs, des pêcheurs et des groupes syndicaux indonésiens à mettre fin aux accords de libre-échange. Qui continuent à affecter la vie des gens et l'environnement. Exposer et tenir responsables les entreprises basées en Suisse comme Syngenta, Nestlé et d'autres, ainsi que les investisseurs, pour les dommages qu'ils ont causés à l'environnement, au climat et aux populations de pays comme l'Indonésie. ■

Propos recueillis par Mathias Stadler
1 Table ronde sur l'huile de palme durable, organisation internationale conduisant à la mise sur le marché d'huile de palme certifiée durable (ou CSPO, Certified Sustainable Palm Oil).

Pour un revenu de base inconditionnel

GENÈVE • A la faveur des élections partielles au Conseil d'Etat du 7 mars, qui désigneront le successeur de Pierre Maudet au gouvernement, le PdT présente Morten Gisselbaek. Cet architecte de formation, actif dans les mouvements sociaux, promeut des changements écologiques, fiscaux ou économiques «pour sortir des crises actuelles».

Diplômé de l'école d'architecture de Genève, Morten Gisselbaek a dirigé dans les années 80 les travaux de transformation du centre culturel de l'Usine. Il a été un des piliers de la sauvegarde et de la rénovation de l'îlot 13. Et l'un des principaux acteurs du Collectif 500, qui s'est opposé avec succès au projet immobilier des CFF, prévoyant la destruction de plus de 350 logements populaires et bon marché dans le bas des Grottes. Il a finalement été conseiller municipal Ensemble à gauche de 2011 à 2020 en Ville de Genève. Interview.

Pourquoi se présenter à cette élection partielle, alors que le PS a passé son tour?

MORTEN GISSELBAEK Il est vrai qu'avec une majorité de droite bien installée au Grand Conseil, l'enjeu n'aurait pu être qu'administratif si la droite avait été seule à concourir. Avec la candidature de la Verte Fabienne Fischer, soutenue par le PS, il était important de montrer qu'il existe, à la gauche du parti écologiste, des revendications fondées sur l'anticapitalisme pour sortir des crises systémiques, aussi bien climatique, sociale qu'économique que nous traversons.

Avez-vous des critiques à faire à l'actuel Conseil d'Etat?

J'ai un grief général contre les politiciens, qui, une fois au pouvoir, ne font pas ce qu'ils avaient promis avant élections. Avec la droite, le jeu est plus clair au moins. En ce qui concerne Antonio Hodgers, le seul élu écologiste au gouvernement, je ne vois pas de grandes différences entre ces projets de sur-densification urbaine et ceux de la droite, si ce n'est son recours occasionnel aux coopératives. Ce n'est pas pour rien que la population a refusé dans les urnes des projets comme celui du Petit-Saconnex, qui ne tenait pas compte des besoins des habitants et affichait un manque total de poésie et d'animation sociale.

A Meyrin, alors que des jeunes se battent pour de chouettes projets d'aménagement et de coopératives, le Plan localisé de quartier veut imposer des tours, cela me fait froid dans le dos. A La Praille, les architectes ont déjà dessiné une skyline d'immeubles pour ressembler à Dubaï ou New York, sans consultation des résident.e.s et salarié.e.s. Les PME sont expulsées au profit de bureaux. On réaménage à l'envers ce quartier.

Quels seront vos autres axes de campagne?

L'urgence climatique, qui s'annonce dramatique, est liée aujourd'hui au capitalisme. Celui-ci fout le monde en l'air par les délocalisations et les échanges mondiaux inégaux de production. Un mode de vie en croissance permanente tel qu'il est proposé va droit dans le mur. Il faut changer les rapports économiques, de production et de consommation. Ce qui passe aussi par des limitations, et pas seulement par des incitations comme le propose la candidate verte, dans notre façon de nous déplacer (voyage aérien low cost) ou de nous alimenter (importation de fruits et légumes hors saison).



Mortensen Gisselbaek veut mettre en avant des transports publics efficaces et augmenter les montants de l'aide sociale. Zoé Aubry

Face au transport individuel motorisé, il faut privilégier des transports publics efficaces et gratuits, des pistes cyclables en nombre, des limites de 30km/heure en ville pour réduire la pollution de l'air. Ce que fait Serge Dal Busco dans ce domaine est courageux et la Ville aurait dû le réaliser depuis longtemps. Ce que montre aussi la crise du Covid-19, c'est que sont les plus pauvres et précaires qui trinquent. Il faut donc favoriser aussi un autre modèle social assurant une sécurité de l'existence.

Pour ce faire, vous proposez un revenu de base inconditionnel. Est-ce envisageable avec la dette publique que connaît le Canton?

Le Canton de Genève n'est pas super-endetté. La dette se monte aujourd'hui à 12 milliards, une

situation proche de celle de 2006. Elle représente 25-30% du PIB du Canton, alors que la droite, avec l'aide d'une certaine gauche a tout fait pour réduire les rentrées fiscales, avec des réductions annuelles d'un milliard d'impôts sur la période, dont les 400 millions par an liés à la Réforme de la fiscalité des entreprises (RFFA). Les richesses sont là, mais il faut les taxer. Dans les faits, les personnes qui perçoivent l'AVS, des aides ou des subsides bénéficient déjà d'aides inconditionnelles. Tout cet argent pourrait être regroupé, en simplifiant le modèle et en le présentant comme un droit comme pourrait l'être un revenu de base. Bien entendu, rien n'empêche, en attendant cet horizon, d'augmenter les montants de l'aide sociale ou d'instaurer une 13^e rente AVS.

On ne peut pas non plus imposer un revenu de base du jour au lendemain. Il faut fédérer les gens pour qu'ils dépassent leurs préjugés. L'objectif de cette avancée sociale est de pouvoir créer un cadre qui rassure chacun dans son quotidien pour ne pas avoir peur du lendemain. Et de permettre à tout individu d'avoir une liberté de choix face à son usage du temps. L'argent est là, la question est simplement sa répartition.

Vous êtes en faveur d'une décriminalisation de l'usage du cannabis récréatif. Pourquoi?

Il me paraît complètement absurde d'interdire une substance, dont tout le monde sait qu'elle est disponible quand on veut et où on veut. On perd un temps fou à traiter cette interdiction, qui coûte aussi cher aux contribuables en jugements ou incarcérations. La légalisation permettrait une meilleure approche sanitaire, une prévention de qualité, et un assèchement du marché mafieux et des rentrées fiscales non négligeables.

Vous êtes contre les vols spéciaux pour requérants déboutés et contre le futur centre de renvoi genevois.

Le nombre de requérant.e.s ne cesse de baisser en Suisse, du fait qu'ils.elles doivent déposer leur

demande dans le premier pays européen qu'ils.elles atteignent. La Suisse, étant entourée de pays sûrs, a les moyens de bien accueillir ceux et celles qui viennent. Il est inadmissible de renvoyer des personnes menottées et sous contrainte. En collaboration avec l'Europe, il faut aller dans le sens d'une politique d'asile réfléchi, coordonnée, d'accueil. Le Canton a les moyens pour faire entendre ce programme à Berne. Les richesses sont en Europe, ce qui peut expliquer que ces personnes se dirigent en priorité vers ce continent.

Comment jugez-vous la politique sanitaire du Canton face au Covid-19?

Le monde s'est retrouvé face à quelque chose qu'il ne connaissait pas. Il était donc facile pour les autorités de se montrer autoritaires. D'autant plus qu'il y avait un vrai souci sanitaire, du fait du nombre de places limitées aux services des urgences et que s'imposait un devoir de protection de la population. Par la suite et du fait de l'évolution de la maladie avec ces variants, le gouvernement a accumulé des mesures complètement ubuesques, autorisant par exemple les prostituées à exercer leur métier, mais en fermant les librairies. Cela me semble totalement farfelu du point de vue des risques sanitaires.

Face à un climat qui devient répressif et individualise à la Mauro Poggia, la seule réponse adéquate est d'aider solidairement tout.e.s celles et ceux qui sont touché.e.s par la crise, aussi bien les commerces et les restaurants que leurs employé.e.s, ainsi que l'ensemble des personnes précarisées. Bien entendu, cette aide ne sera pas allouée aux entreprises qui versent des dividendes à leurs actionnaires ou licencient leurs employé.e.s. Jusqu'à présent, les mesures de soutien financier se montent à un milliard à Genève, soit le montant de la baisse d'impôts approuvée par la droite ces dernières années. Rappelons aussi que pour sauver la Banque cantonale, le Canton a mis sur la table 2,5 milliards. On peut faire plus et aider plus, attendre coûtera plus cher.

Candidat à sa succession, Pierre Maudet est présentement en jugement. Vos attentes?

Même si - à ma connaissance - il n'existe pas de corruption massive à Genève, le problème de l'entre-soi et de copinage existe bien, et même à gauche, où l'on devient redevable de l'autre pour un service ou un voyage payé. Si le fait de mentir n'est pas punissable par la loi, Pierre Maudet a bien reçu un cadeau de 50'000 francs sous la forme d'un voyage tous frais payés, en tant que Conseiller d'Etat et cela relève du pénal. Je fais suffisamment confiance à la justice et en la juge Sabine Mascotto pour qu'elles définissent que ces pratiques ne sont pas correctes. Je ne peux pas croire que Pierre Maudet ne sera reconnu coupable de rien, ce qui devrait quand même le desservir dans sa campagne.

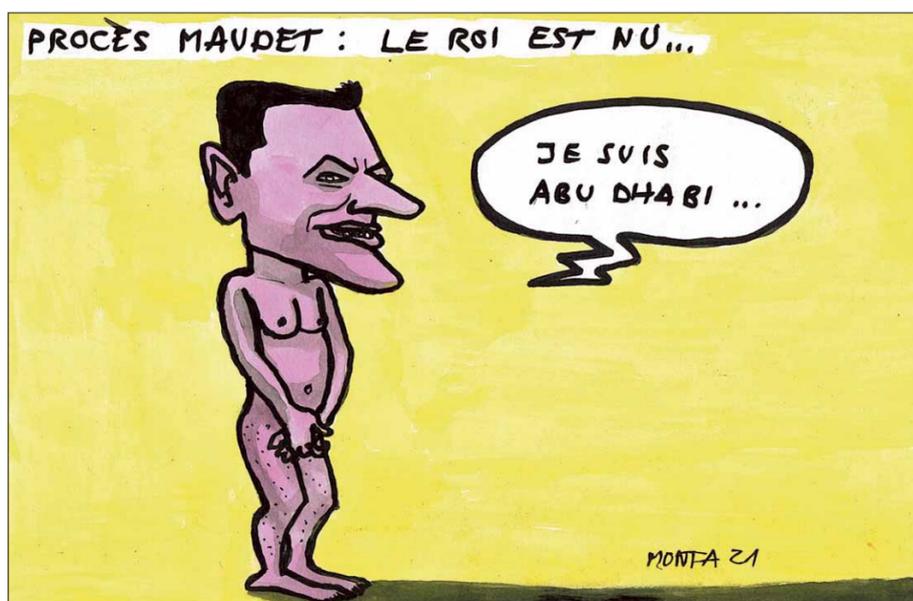
Votre ancien parti solidaritéS traverse une crise interne. Qu'en pensez-vous, de même que de l'idée de créer un nouveau grand parti à la gauche de la gauche?

Quand on commence par annoncer qu'on veut faire une grande formation à la gauche du PS et qu'on réussit à séparer en deux son plus grand parti, c'est mal barré. Pour ce faire, il faudrait que toute une génération marquée par des casseroles, des querelles, des petites haines et d'ego-trip, ne soit plus là. A contrario, je pense que la jeunesse, avec ses propres thématiques et son propre vocabulaire, peut créer un grand mouvement fédérateur. En la côtoyant, je me rends compte qu'il y a une vraie aspiration de certain.e.s à un autre monde, mais en d'autres termes.

Quel scénario se profile pour ces partielles?

La multiplicité des candidatures de la droite, qui pourrait se retrouver au second tour avec le PLR, Cyril Aellen, à condition d'être devant Pierre Maudet, celle d'Yves Nidegger (UDC) ou de Michel Matter (Vert libéral) pourrait profiter à Fabienne Fischer. Mais je ne fais pas de pronostic. ■

Propos recueillis par Joël Depommier



ZéroCovid pour traverser la crise

PANDÉMIE • Signée par le PST-POP, une pétition européenne «ZéroCovid» réclame un confinement de quelques semaines sur le Vieux Continent, ainsi que des soutiens financiers pour les personnes affectées par la crise, alimentés par une taxe sur les grandes fortunes.

Des aides financières massives pour tous et un renforcement des infrastructures sanitaires et sociales sont également sollicitées. En Suisse, les demandes semblent inverses. Ainsi deux pétitions, fortes de près de 300'000 signatures, «Stop the Lockdown» (Stopper le confinement) et «Des bistrotts pour les travailleurs» exigent des assouplissements à partir du 1^{er} mars. Elles viennent d'être déposées à Berne, soutenues par l'UDC.

Solution sanitaire

A contrario, la pétition européenne «ZéroCovid» prétend vouloir privilégier une résolution sanitaire de la crise. Elle s'inspire de l'appel à un engagement paneuropéen pour une réduction rapide et durable des infections par le SARS-Cov-2 lancé par des scientifiques le 19 décembre 2020.

Pour assainir la situation, le texte préconise une fermeture dite «solidaire» des activités définies comme non vitales durant quelques semaines.

Usines, bureaux, entreprises, chantiers et écoles seraient clos, l'obligation de travailler suspendue. Cette pause s'étendrait le temps nécessaire pour atteindre les objectifs susmentionnés.

Mesures adaptées

«L'important est que dans chaque entreprise les travailleurs puissent eux-mêmes configurer les mesures à prendre et les mettre en œuvre collectivement», insiste le texte. L'auteure et co-initiatrice de la campagne, Bini Adamczak, affirme dans le quotidien berlinois de tendance marxiste *Junge Welt* que l'objectif de zéro contamination est devenu une réalité dans environ un tiers du monde.

Selon elle, les opposants avancent que ce confinement bref ne serait pas tenable sur le plan économique. «Pourtant l'économie chinoise a beaucoup moins souffert de la crise du



Face à la pandémie, l'Appel «ZéroCovid» défend la primauté de la santé sur l'économie.

Chris Zúñiga

coronavirus que l'Union européenne ou les États-Unis» selon cette théoricienne et artiste de 41 ans.

Plan de sauvetage

De plus un confinement total ne serait pas nécessaire. «En Allemagne,

60 à 80% des gens sont favorables aux mesures visant à contenir le virus et les respectent. Cependant, leur motivation diminue lorsqu'ils constatent que les mesures ne sont qu'assouplies, pour être à nouveau resserrées peu après. En outre, de nombreuses

mesures ne serviraient qu'à «simuler l'activité, pour tenter de faire oublier que la sphère économique continue de tourner comme si de rien n'était», explique encore Bini Adamczak.

Dans le même temps, le texte réclame un plan universel de sauvetage pour les personnes particulièrement touchées par les conséquences de ces fermetures. Sans oublier un renforcement de l'infrastructure sanitaire et sociale, avec des augmentations de salaire pour le personnel de soins. Il demande enfin que les vaccins ne soient pas soumis aux gains de profits privés et deviennent un bien commun. Pour financer le programme, une Contribution européenne de solidarité Covid prélevée sur les grandes fortunes, les hauts revenus, les profits entrepreneuriaux et les transactions financières serait mise en place. ■

JDr

Pétition sur www.zero-covid.org/language/fr

Actions contre-productives à Lausanne

Des dégradations d'affiches électorales en ville de Lausanne ont été menées avec du matériel de campagne d'Ensemble à gauche. Le POP, qui se distancie de telles actions, appelle celles-ci à y mettre un terme.

Certain.e.s n'ont pas trouvé meilleure méthode militante que de recouvrir, par des collages sauvages sur des affiches de campagne, les visages de candidat.e.s aux élections communales. Ils n'ont pas trouvé, non plus, meilleure idée que de se servir pour ce faire d'autocollants de la liste d'alliance Ensemble à Gauche Lausanne, qui regroupe le POP, des indépendants et SolidaritéS, et sur lesquels figure le logo du POP Vaud.

Le parti, qui désavoue de telles pratiques, précise que ces dégradations ne sont pas le fait de ses membres, puisqu'il n'a, à cette date, pas été approvisionné avec de tels autocollants. «Notre parti n'a jamais favorisé ce genre d'actions et a toujours privilégié la tenue de stands et événements populaires et conviviaux appréciés par la population», explique Anaïs Timofte, présidente du POP Vaud. La section vaudoise du parti déplore que son logo soit associé à ces dégradations et espère que les individus ou organisations qui les mènent cesseront au plus tôt. Du côté de SolidaritéS, qui reconnaît que ces autocollants sont distribués sur ses stands, on déclare également déplorer ces actions (20 Minutes, 15.02.21).

Pour l'heure, le seul résultat politique de cette étonnante méthode aura été de donner une mauvaise image de la gauche combative. Les personnes qui l'ont menée auraient un plus grand intérêt à affûter et diffuser leurs arguments, en vue des élections du 7 mars prochain, qu'à coller des autocollants. ■

Jorge Simao

Une élection cantonale à surprise?

NEUCHÂTEL • Le 18 avril prochain, les Neuchâteloises et les Neuchâtelois éliront leurs autorités cantonales, dans un scrutin particulièrement incertain.

Difficile de faire des pronostics, tant les conditions électorales ont changé: introduction d'une circonscription unique, suppression des apparentements, passage de 115 à 100 député.e.s, autant d'innovations dont il est délicat de mesurer la portée.

Cela étant, certaines tendances fortes s'imposent. Au Grand Conseil, l'UDC neuchâteloise devrait confirmer son implosion, due tant à ses querelles intestines qu'à l'ineptie de ses ténors; le PLR semble plutôt stable, gagnant peut-être quelques sièges sur sa droite, mais pouvant en perdre au centre au profit des Verts Libéraux; le PDC ne semble pas capable de gagner beaucoup de sièges, le centre étant déjà bien occupé par le PSN; le parti socialiste, qui a perdu un tiers de ses suffrages en douze ans pourrait poursuivre son déclin, sa politique centriste conti-

nant à décevoir l'électorat de gauche, malgré un marketing politique agressif; les Verts devraient continuer à surfer sur la vague environnementale, dont l'ampleur reste cependant difficilement mesurable en ces temps socialement difficiles; le POP pourrait progresser quelque peu, profitant de sa démarcation claire des déviations socialistes et de l'introduction de la circonscription unique; SolidaritéS, quant à lui, pourrait bien disparaître sur le plan cantonal, le quorum de 3% paraissant difficilement atteignable. Quant au Conseil d'Etat, un collège formé de deux PLR, de deux socialistes et d'un Vert semble le plus probable.

Pour le POP, c'est clairement l'élection au Grand Conseil qui est primordiale, même si les médias mettront une fois de plus les projecteurs sur l'exécutif, spéculant sur une majorité de gauche ou de droite. La question nous semble mal posée: la majorité socialiste au cours des dernières législatures n'y a en effet jamais induit une véritable politique de gauche. Le rapport des forces au législatif sera par contre déterminant pour les années à venir. Après un budget 2021, qui a épuisé les réserves pour ne pas devoir procéder à des coupes trop sévères en période préélectorale, les partis gouvernementaux se préparent déjà à une nouvelle période d'austérité pour la période 2022 à 2024, afin de combler les trous financiers creusés par la crise du Covid. Pour que ces mesures ne touchent pas une fois de plus le social, l'éducation et la santé et donc les plus faibles, il est vital que les véritables forces de gauche sortent renforcées de ces élections. ■

Daniel Ziegler

Le bien-être des enfants au temps du Covid

La Coordination Enfants du quartier genevois de la Jonction, qui regroupe différentes institutions et associations de professionnel.le.s au service de la jeunesse ainsi que des parents, adresse une lettre ouverte aux autorités du canton de Genève. Elle y rappelle combien la vie des enfants est bouleversée, depuis près d'un an, par les mesures pour maîtriser la propagation du Covid-19. Soulignant une situation où tout porte à croire que ces dernières seront amenées à être prolongées, avec leur lot d'aggravation de la précarité économique et social, la coordination interroge: «Les droits et besoins des enfants sont-ils suffisamment pris en compte dans la mise en œuvre des mesures prises pour endiguer le virus?».

Elle rappelle que parmi les principes qui régissent l'intérêt supérieur de l'enfant, plusieurs dispositions de la Convention internationale des droits de l'enfant sont mises à l'épreuve dans le contexte actuel, en particulier les droits à la santé, à l'éducation, aux loisirs, aux activités récréatives et au repos, le droit à la participation et celui d'être protégé contre la maltraitance.

En conséquence, la coordination demande que les lieux et institutions culturels, les actrices de la culture et les associations sportives, aient la possibilité de mettre en place des plans de protection durables. Qui permettent aux jeunes de bénéficier sans interruption de l'offre culturelle, des cours et activités sportives, ludiques, artistiques et d'apprentissage «indispensables à leur développement et bien-être».

Enfin, elle appelle les autorités genevoises à garantir aux professionnel.le.s de l'enfance «des conditions sanitaires adéquates dans l'exercice de leur métier, ainsi que les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires pour accomplir leurs missions au service de l'enfance». ■

Jorge Simao



Des attaques contre la LPP, qui passent mal chez les traminots

GENÈVE • Après avoir voulu baisser les salaires des employés de la fonction publique, le Conseil d'Etat vise les pensions. Tollé chez les syndicats comme le SEV.

L'austérité a encore de beaux jours devant elle au bout du lac. Le 11 février, le Conseiller d'Etat, Serge Dal Busco, à la demande du gouvernement, a informé les partenaires sociaux d'un projet de loi qui pourrait être déposée par l'exécutif. «Ce projet prévoit de modifier la répartition de cotisation employé/employeur pour la caisse de pension. Il se traduirait par une perte de salaire net de plus de 2,2% en moyenne, soit 170 francs par mois, ce qui représenterait une économie de 4,1 millions pour l'Etat. Alors que nous sommes toutes et tous au front depuis le début de la crise covid, un tel projet est inacceptable!», s'alarme le SEV

«Cette nouvelle répartition engendrerait un trou de 20 à 150 millions dans le financement de la Fondation de prévoyance en faveur du personnel des transports publics genevois d'ici 2050. Sur ce sujet, le ministre des transports ne s'est pas prononcé sur une éventuelle aide financière par

l'Etat. Il faudrait donc s'attendre à de nouvelles mesures d'assainissements, qui se traduiraient par de nouvelles pertes de prestations et/ou de nouvelles augmentations de cotisation», souligne encore le SEV, dont le comité prévoit de mettre en place une consultation du personnel pour décider des moyens pour s'opposer à cette attaque. D'ores et déjà l'ensemble des associations et syndicats du personnel de l'Etat et de la police se sont opposées au dépôt du projet de loi.

Un contexte de crise

Tout en confirmant la rencontre entre les associations représentatives du personnel des TPG en présence des instances dirigeantes des TPG et de la Caisse de prévoyance, Roland Godel, porte-parole du Département des infrastructures, rappelle que «le projet de loi en question n'a pas été adopté à ce jour et que Conseil d'Etat se prononcera par la suite et fera connaître sa

décision». «Cette consultation s'inscrit dans la foulée des annonces faites lors de la présentation du projet de budget 2021, le 17 septembre 2020, un budget fortement marqué par les moyens extraordinaires engagés pour répondre aux nécessités engendrées par la crise sanitaire, et contenant en compensation diverses mesures de maîtrise des dépenses», souligne encore le porte-parole. «Parmi ces mesures, le communiqué de presse du Conseil d'Etat de présentation du projet de budget mentionnait «la modification envisagée de la répartition des cotisations LPP pour les caisses de pension de la fonction publique. Soit bien les caisses de la fonction publique et pas spécifiquement celle des TPG, laquelle devra encore faire l'objet de discussions avec les représentants des associations du personnel et prévoit une répartition supportée à 58% par l'employeur et à 42% par le membre du personnel», précise encore Roland Godel. ■

JDr

Hauts salaires indécents

GENÈVE • Les salaires mirobolants de certaines directions de régie publique suscite des remous en pleine pandémie.

Récemment, la Tribune de Genève a révélé que le salaire du directeur général des Hôpitaux universitaires (HUG), Bernard Levrat, avait été augmenté de 70'000 francs en 2020 pour atteindre les 450'000 francs annuels. Cédant aux pressions de la population et du Conseil d'Etat, l'intéressé a renoncé à cette augmentation. Selon un rapport d'audit interne de l'Etat, 3 autres directeurs et 1 directrice de régie publique empocheraient un salaire dépassant les 300'000 francs par an, indemnités et bonus compris. Outre le directeur HUG, celui de Genève aéroport, celle de l'IMAD, ceux des SIG et des TPG sont concernés. «Voir son salaire augmenter de 70'000 francs en catimini, en pleine crise sanitaire, alors que le personnel n'a pas obtenu un centime de prime ni revalorisation salariale après avoir été au front depuis une année? Ces augmentations sont scandaleuses», dénoncent les socialistes dans un communiqué. Ils s'avouent aussi surpris de constater que la décision de procéder à de telles augmentations a été prise en comité très restreint au sein des régies. «Le Conseil d'administration de ces régies, qui aurait dû agir comme garde-fou, a appris la nouvelle par voie de presse. Une

réforme de la gouvernance de ces régies s'impose pour éviter que le CA ne soit qu'une chambre de validation des décisions prises par le bureau ou la direction», estime le PS.

Un projet de loi qui tombe à pic

Face à cette situation, le parti demande que son projet de loi modifiant la loi sur l'organisation des institutions de droit public (LOIDP) passe rapidement devant le Grand Conseil. Celui-ci exige un plafonnement des rémunérations des hautes fonctions au sein des grandes régies, afin qu'elles ne dépassent pas l'échelle de traitement de l'Etat, soit un salaire maximum de 253'850 francs pour 2021, de même qu'une interdiction des bonus. Pour l'heure, ce projet de loi a été refusé par la majorité de droite en commission. «Les salaires des directions des institutions de droit public choquent l'opinion publique et pour cause: ils sont souvent plus élevés que celui d'un conseiller d'Etat sans que leurs responsabilités le justifient!», peut-on lire dans l'exposé des motifs. Et encore plus en temps d'austérité et de crise. ■

Réd.



LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Parlons sexe

Ça alors! En lisant l'article «Le sexe, comment ça se cause» (TdG, 13-14.2.21), dans le contexte de la Saint-Valentin, je me suis rendu compte qu'à mon âge et me considérant comme une femme libérée, il y avait encore des choses et des mots que j'ignorais sur le sujet.

On y mentionne le livre *La vulve, la verge et le vibro* de Maïa Mazaurette (Ed. de la Martinière). Jusque-là, ça va! Avec son nouvel ouvrage, l'auteure propose un dictionnaire curieux et amusé regroupant des termes a priori bien connus... et d'autres beaucoup plus mystérieux.

Personnellement, je n'avais jamais entendu parler de la «thorarque», «thorarque» ou «séménarche»: première éjaculation du garçon, par masturbation ou pollution nocturne. «La ménarque», c'est le terme qui désigne les premières règles. Selon une étude de 2018, 92% des filles connaissent ce mot (je l'ignorais), mais 28% seulement des garçons ont entendu parler de thorarque, un terme que la plupart ne mémoriseront pas. C'est regrettable, parce que connaître ce qui est relatif à un rite de passage pourrait éviter au garçon d'aller se prouver plus tard qu'il est un homme en buvant de l'alcool ou en roulant trop vite.

Et savez-vous ce qu'est le «hibue»? Sur les plateaux des séries HBO et Netflix, il est désormais fréquent de croiser une «coordinatrice d'intimité», dont le job consiste à s'assurer que le tournage des scènes de sexe se passe de façon aussi confortable que possible pour leurs interprètes, mentalement et physiquement. Cette pratique nécessite parfois d'avoir recours à quelques accessoires, comme le hibue, un slip très près du corps, qui finit par devenir quasiment invisible à l'écran s'il est choisi dans la bonne carnation. Il est loin le temps où Jean Rochefort se scotchait le pénis contre la cuisse pour être certain de ne pas avoir de problèmes lors du tournage de certaines scènes intimes!

«Le frot» signifie le choc des pénis, cette pratique au gré de laquelle deux partenaires frottent leurs pénis respectifs l'un contre l'autre. Un terme à distinguer du mot *frottage*, dont Maïa Mazaurette rappelle qu'il désigne «n'importe quel frottement sensuel». L'autrice précise que cette pratique n'est pas réservée aux êtres humains: les bonobos, les baleines ou certains vers hermaphrodites pratiquent ce mode d'interaction pénien. Chez ces derniers, le rituel est étonnant: «chacun des deux partenaires essaye de percer la peau de l'autre avec son pénis», écrit Maïa Mazaurette en citant Wikipédia.

La circlusion, un changement de paradigme

L'idée est que pour revenir à des rapports sexuels plus sains, moins basés sur des rapports de domination, il faut cesser de considérer que la personne qui pénètre (par exemple avec son pénis) est active, tandis que celle qui est pénétrée est passive. C'est une artiste allemande, Bini Adamczak, qui a eu l'idée d'un nouveau mot: la circlusion. Ce terme et le verbe circlure sont conçus en miroir de la pénétration: ainsi, on peut par exemple affirmer qu'un vagin circlut un sextoy ou des doigts. Cela met notamment en avant le fait que, comme l'explique longuement Maïa Mazaurette dans son ouvrage *Sortir du trou*, il convient de cesser de considérer le vagin, la bouche, l'anus, comme des orifices simplement destinés à être remplis.

Le plaisir prostatique

J'ai toujours pensé que les femmes disposaient d'une gamme de plaisirs beaucoup plus riche que les hommes, restreints à leur seul pénis. Voilà qu'ils peuvent connaître «le plaisir prostatique». Je n'en avais jamais entendu parler et, à ma décharge, aucun homme ne me l'a demandé. Probablement qu'ils ignoraient eux-mêmes les possibilités de leur prostate. Je savais que c'est une glande qui sécrète et stocke une partie du liquide séminal, un des constituants du sperme. Je savais aussi que c'est le cancer le plus fréquent chez l'homme, 30% des diagnostics chez les patients de 50 ans et plus, la moitié à 70 ans et plus (1,6 million de cas en 2015 au niveau mondial). Le volet masculin du cancer du sein, le plus répandu chez les femmes (2,4 millions de cas). La plupart des hommes qui se font opérer semblent en avoir honte, d'autant plus que, même guéris, ils peuvent avoir des problèmes d'érection, LE sujet tabou. Si j'avais su qu'on pouvait la masser et procurer du plaisir au partenaire, je l'aurais considérée avec plus de tendresse et de curiosité.

Nathalie Giraud Desforges est sexothérapeute, thérapeute de couple, fondatrice de «Piment rose», et anime des ateliers sur le plaisir prostatique. «Le massage prostatique est utilisé depuis des millénaires pour ses vertus thérapeutiques. Lorsqu'on découvre cette zone érogène, on s'ouvre à des sensations inconnues. Il s'agit d'un orgasme puissant, qui transporte le corps entier, mais sans érection et sans éjaculation. Au lieu de concerner l'extérieur, il prend de l'intérieur. Cette différence ressemble à celle décrite par les femmes lorsqu'elles parlent d'orgasme clitoridien, plus «électrique», ou d'orgasme profond».

À propos de clitoris, il a fallu attendre encore plus longtemps que le droit de vote féminin en Suisse pour que les femmes sachent enfin à quoi ressemble ce merveilleux organe dont la nature les a gratifiées. Nous avons appris que la partie visible du clitoris mesure entre 0,5 et 1 cm, tandis que la tige, invisible et localisée à la suite du gland, peut faire 10 cm. Comme le pénis masculin, le clitoris entre en érection lorsqu'il est stimulé et excité. Il comprend entre 8000 et 10'000 capteurs sensoriels, alors que le gland de l'homme en comprend 3000 à 4000 en moyenne. La base du clitoris correspond au point G. Parallèlement à ces informations, nous avons vu apparaître un peu partout des schémas, généralement de couleur rose, on en dessinait sur les trottoirs, on installait des clitoris géants lors de manifestations. Nous étions émerveillées.

Mais dans la même page de la TdG, j'apprends que 44% des femmes ne prennent jamais l'initiative. Nouvel étonnement. J'aurais pensé qu'au 21^e siècle, les femmes étaient plus libérées. 50 ans après Mai 68 et la libération sexuelle, près de la moitié des femmes n'osent toujours pas exprimer leur désir, ou indiquer ce qui leur fait plaisir. Et il existe des hommes pour dire que ce n'est pas beau, une femme qui parle de sexe!

Bon, malgré les nouveaux mots et l'éventail des possibilités de se donner du plaisir, nous ne sommes toujours pas sorti.e.s de l'auberge!

Huguette Junod

Être indigène au Chiapas

MEXIQUE

Au Chiapas, 27 ans après le soulèvement zapatiste, les indigènes sont toujours condamnés à la pauvreté. Entretien avec Julio Arce, co-animateur de l'ONG Madre Tierra Mexico.

Les plus âgés d'entre nous se souviennent de l'espoir suscité par l'insurrection Zapatiste de 1994. Elle a permis la récupération de nombreux territoires par les peuples originaires que sont les Mayas et les Aztèques. Des territoires accaparés jusque-là par des grands propriétaires terriens. Le légendaire sous-commandant Marcos et ses troupes avaient alors mis en évidence que la révolution, au moins en Amérique latine, ne se ferait qu'en prenant en compte les revendications des peuples indigènes. Mieux, l'organisation sociale de ces peuples était un modèle dont tous ceux qui aspiraient à une alternative au monde néo-libéral, inique et injuste, pouvaient s'inspirer. Leur respect de la «Pachamama» (la Terre mère) a participé à la réflexion permettant d'affirmer que la justice sociale ne va pas sans préservation de l'environnement et inversement.

Nous avons voulu savoir ce qu'il restait, plus de 25 ans plus tard, de cet élan ayant largement traversé les frontières et l'Atlantique. D'où une rencontre virtuelle avec Julio Arce, promoteur social et défenseur des droits humains, lui-même indigène d'origine Zoque. Il n'a pas cessé depuis son adolescence, y compris pendant ses études de vétérinaire, de lutter et travailler avec les organisations sociales. Convaincu ainsi que ce n'est qu'en formant des leaders communautaires que ces peuples réussiront à défendre leur droit à vivre dignement. Et pas seulement à survivre. Julio Arce est co-animateur de l'ONG Madre Tierra Mexico (MTM)¹, dont les activités sont soutenues par la Fédération genevoise de coopération (FGC) en particulier à travers un projet de santé primaire avec formation de promoteurs de santé et un projet qui lie permaculture et activités génératrices de revenu, dans une vision de respect de la nature.

Comment voyez-vous la situation des peuples indigènes du Chiapas?

JULIO ARCE Indigènes, nous sommes la population majoritaire du Chiapas. Mais aussi celle qui souffre de la plus grande violence dans son acception globale: économique, sociale et politique. Cela se reflète dans les conditions de pauvreté économique dans lesquelles nous vivons. En ce sens, la situation reste aussi difficile aujourd'hui que dans les années 90.

Au 21^e siècle, il existe toujours au Mexique un système de castes. Les descendants des peuples originaires mayas et aztèques occupent les pires postes dans le monde du travail et sur l'échelle sociale. Nous sommes traités comme des étrangers dans notre propre pays à cause du racisme de classe dans lequel nous évoluons. Dans les zones touristiques - très développées au Chiapas - il est «normal» de voir la population descendant des peuples originaires, à la peau foncée et aux visages typiques aztèques ou mayas faisant le ménage et la cuisine, s'occuper de la sécurité ou fonctionner comme chauffeur ou portier. Il est toutefois rare de voir dans ces lieux des indigènes comme touristes.

Que signifie alors «naitre indigène»?

Naitre indigène au Mexique, c'est naître avec un sceau d'«intouchable» (comme en Inde). Et la plupart des portes qui pourraient améliorer les conditions de vie sont fermées. Parce que tu n'as pas l'éducation, ni les moyens économiques pour cela. Ou simplement en raison de ton physique et la couleur de ta peau.

Mais naître indigène au Chiapas et appartenir à une organisation qui est en résistance fait toute la différence. Cela permet alors que tous les descendants des peuples originaires mayas et aztèques retrouvent leur dignité et leur fierté et puissent lutter pour un monde meilleur. C'est peut-être ce que le mouvement zapatiste historique a le mieux révélé.

Comment expliquer que la question de la propriété terrienne est toujours majeure pour les peuples indigènes?



«Indigènes, nous sommes la population majoritaire du Chiapas. Celle qui souffre de la plus grande violence», affirme Julio Arce. DR

Les indigènes vivent dans des communautés souvent très isolées et n'ont souvent pas accès aux services publics tels que l'eau potable, les soins primaires ou l'école. S'ils existent, ils sont hélas couramment de mauvaise qualité. Ils travaillent encore fréquemment pour un propriétaire terrien. Ou exerce une activité informelle pour survivre et leur revenu n'excède pas les 6 francs par jour. L'exploitation touchant ces populations ne leur permet donc pas d'acheter un terrain pour y vivre ou travailler.

Quelles sont alors les solutions privilégiées?

Il existe 3 options pour s'en sortir. La première et la plus souvent choisie: tenter de migrer aux Etats-Unis. Ceci en prenant tout le risque que cela comporte. Et d'y travailler au moins 10 ans pour pouvoir économiser suffisamment puis retourner dans sa communauté pour acheter un terrain. Enfin, probablement retourner encore 5 ans en Amérique du Nord, pour acheter de quoi construire sa maison et le matériel agricole pouvant faciliter le travail et augmenter la surface de production. Mais les conditions économiques ne changeront guère. Car le maïs, les fruits ou légumes produits seront mal payés, les intermédiaires qui les commercialisent étant très durs en affaire. La 2e option est d'entrer dans la délinquance organisée. Et la dernière est de s'organiser localement et régionalement. Sans oublier de lutter pour que ta famille ait un lieu pour vivre, mais c'est une lutte sur le long terme et dangereuse. C'est d'ailleurs la seule option pour la population indigène qui migre dans les villes pour accéder à un bout de terre n'excédant pas 200m². Ceci pour construire sa petite maison, s'épargner ainsi le prix d'une location (totalement hors de prix). Et pouvoir investir pour l'alimentation et l'éducation des enfants.

En quoi consiste votre travail au sein de l'ONG Madre Tierra Mexico?

Je suis indigène d'origine Zoque, né dans la capitale du Chiapas. A 15 ans j'ai intégré le mouvement social paysan. A cette période, j'ai pu constater l'énorme différence qui existait entre la vie citadine et celle à la campagne. Je ne comprenais pas le pourquoi. C'est de partager la vie avec des paysans qui m'a alors permis de saisir combien la vie leur était dure. Ainsi la mort d'un parent était si quotidienne, survenant à l'improviste. Puisque personne ne savait de quoi il était mort, on entendait seulement dire qu'«hier, il était bien». Parcourant les communautés et partageant la vie de ces paysans, j'ai appris d'eux qu'il était nécessaire de préparer et former les gens de ces mêmes communautés pour qu'ils puissent comprendre comment fonctionne la société. Qu'ils connaissent leurs droits pour pouvoir les exercer et les défendre. Ils pourraient ainsi organiser leurs communautés et partager ce qu'ils ont appris. Il faut bien comprendre que les moyens économiques manquent cruellement dans ces communautés pour payer des conseillers qui les appuient. L'unique alternative est que techniciens et conseillers proviennent de la communauté elle-même.

Mais encore...

Ma fonction dans MTM est ainsi de former des promoteurs sociaux. Ils organisent leurs communautés pour pouvoir défendre leurs droits socio-économiques et à l'éducation de leurs enfants. La formation de ces promoteurs comprend aussi un volet en santé primaire et en permaculture. Cela leur donne des outils immédiats pour améliorer leur quotidien. Nous travaillons avec les gens les plus marginalisés du Chiapas, tant dans les zones rurales qu'urbaines.

La formation ne va pas sans accompagnement et soutien réguliers de ces promoteurs dans l'exercice de leur nouveau rôle. Pour les encourager, mais aussi pour que les gens leur fassent confiance. De plus, je favorise dans mon travail les liens entre

les différentes organisations populaires pour aider à la construction de mouvements sociaux plus forts et ayant la capacité de négocier avec l'Etat. Les ateliers de formation inter-organisations sont une occasion d'essayer de forger cette unité entre les différents mouvements

Quelles sont les difficultés les plus importantes rencontrées?

L'équipe de MTM accompagne des organisations qui sont «en résistance». Elles ne dépendent pas d'aides étatiques. Et sont donc autonomes, indépendantes tant elles répondent aux nécessités de base de la population, qui n'ont rien à voir avec les nécessités de l'Etat. C'est un grand défi pour le gouvernement. Comme les revendications des mouvements sociaux ne sont pas entendues, l'unique moyen de pression reste des manifestations de rue et des occupations de terres en friche.

Critique de l'Etat, des sociétés minières et lutte environnementale sont liés...

Il faut savoir que les mauvais gouvernements qui se succèdent depuis toujours dilapident le budget de l'Etat. Ils bradent nos ressources naturelles à de grandes entreprises minières. Celles-ci ont, par exemple, un permis d'exploiter 1, 25 millions d'hectares dans le seul Etat du Chiapas. Depuis toujours ces firmes minières font du business avec les gouvernements successifs du Chiapas. Qui construisent des quartiers chics dans la capitale. Et criminalisent les organisations luttant pour la préservation de l'environnement et le droit à la terre.

Donc accompagner ces organisations cherchant à préserver l'écosystème, le droit à la terre et l'habitat des familles qui vivent dans la pauvreté extrême, nous assimile, selon la législation en vigueur, à des «délinquants dangereux qui altèrent la paix publique et la sécurité des citoyens». C'est dire si cette activité comporte le risque d'être détenu simplement parce que l'on accompagne la lutte et les manifestations des exclus du Chiapas. C'est notre vie quotidienne!

Le président actuel, Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO), est considéré à l'international comme progressiste. Au Chiapas avez-vous pu constater des changements positifs pour les peuples indigènes?

La majorité des organisations avec qui nous travaillons ont vu en AMLO une chance pour améliorer la gouvernance mexicaine et lutter contre la corruption qui la gangrène. Mais aussi parce que son principal objectif de campagne était de donner une priorité absolue aux plus pauvres.

Or, pour accéder à la présidence, AMLO, a dû nouer, par pragmatisme, des alliances avec tous les secteurs sociaux, politiques et économiques. Et, au Chiapas, l'ex-gouverneur Velasco pour tant d'un autre parti, a appuyé sa candidature. En contrepartie, il a obtenu l'assurance qu'il ne serait pas inquiété pour toutes les magouilles commises sous son autorité. Il a aussi imposé le nouveau gouverneur. Or ce dernier s'est révélé en 2 ans le plus violent contre les organisations de défense de l'environnement et des exclus avec qui nous travaillons, laissant plus de douze mille familles sans toit après leur évacuation forcée.

AMLO a bien mis sur pied un combat contre la corruption au niveau fédéral. Par ailleurs, Il a investi dans des entreprises d'Etat. C'est important, mais les résultats ne se verront que dans plusieurs années. Or, pour les familles qui vivent dans un dénuement total et sont fragilisées par les menaces de délogement - elles représentent 70 millions des Mexicains, le moyen terme, c'est très loin: leurs besoins sont d'aujourd'hui. Ils ne peuvent attendre. Ainsi leurs espérances placées dans le gouvernement d'AMLO s'amenuisent avec le temps. Cela n'enlève rien à sa politique internationale plutôt progressiste, dans une situation géopolitique difficile. ■

Propos recueillis par
Bernard Borel

¹ www.madretiamexico.org

Les dérives nauséabondes du macronisme

FRANCE • A l'aube d'une possible aggravation de la situation sanitaire, le gouvernement d'Emmanuel Macron s'invente des ennemis comme pour paver le chemin vers l'abîme.

Au pied du mur épidémique, économique et social, la Macronie donne un nouveau coup de volant, vers l'extrême droite. Par une campagne contre les «séparatismes» (qui s'est substituée aux «communautarismes», ndr), elle se lance dans une «chasse aux sorcières» dans l'enseignement supérieur. Au moment où les indicateurs sanitaires s'affolent dans certaines régions, laissant craindre l'arrivée d'une nouvelle vague meurtrière de Covid, cette stratégie de la division fait écran de fumée. A travers elle, se dessine un précipice. S'il n'est pas possible de savoir quand la France va y tomber, le pouvoir a déjà choisi de quel côté.

Société «gangrenée»

Dimanche dernier, la Ministre de l'éducation supérieure et de la recherche Frédérique Vidal était l'invitée de Jean-Pierre Elkabbach, sur la chaîne privée CNews. Citant *Le Figaro* du 12 février, «Comment l'islamo-gauchisme gangrène les universités», le journaliste s'est enquis de la vision ministérielle. En réponse, l'intéressée lâche: «Moi je pense que l'islamo-gauchisme gangrène la société». Avant de développer, «il y a des gens qui utilisent leurs titres (universitaires) et l'aura qu'ils ont pour porter des idées radicales ou... militantes.» Le journaliste l'interroge alors sur la nature de ces idées. La Ministre enfonce le clou. «De l'islamo-gauchisme, vraiment! En regardant toujours tout par le prisme de leur volonté de diviser, de fracturer, de désigner l'ennemi, etc.» Le roué journaliste pousse alors le bouchon. «Vous ajoutez aussi les indigénistes qui disent «la race», «le genre», «la classe sociale». «Absolument!», acquiesce Mme. Vidal.

La société française serait donc nécrosée par des enseignant.e.s universitaires, militant.e.s d'un «islamo-gauchisme», notion absurde récemment empruntée à l'extrême droite (voir *GH* 43.20), ainsi que par celles et ceux qui utilisent des concepts de sciences sociales tels que la «race», le «genre» ou l'origine sociale! La Ministre annonce aussi demander au Centre



Frédérique Vidal, Ministre de l'éducation supérieure et de la recherche, fait souffler un vent de «maccarthysme».

national de la recherche scientifique (CNRS) de réaliser une enquête sur «l'ensemble des courants de recherche sur ces sujets dans l'université». Cela de manière à distinguer ce qui relève de «l'académique» et du «militantisme». Avant de conclure sur une inquiétante devise, «Danger, Vigilance, Action». Sur les réseaux sociaux,

un universitaire se réjouit avec cynisme que l'on n'ait pas mobilisé les services de renseignement.

Hémorragie populaire

Pendant que le Ministère s'attelle à cette traque aux «islamo-marxistes», le monde universitaire saigne, mais d'autre chose. Au cœur de la 6^e

puissance économique mondiale, se sont multipliées les images d'étudiant.e.s attendant, en plein hiver pandémique, dans des files d'attente longues de plusieurs pâtés de maison, pour de l'aide alimentaire.

A travers les réseaux et nouveaux médias sur le Net, ils.elles expriment leur précarité, leur détresse, leur isolement. Aucun.ne ne paraît avoir l'énergie, encore moins l'envie, d'adhérer à l'intégrisme religieux ou de diviser qui que ce soit. Par-delà le monde universitaire, d'après le rapport du Secours Catholique en 2019 déjà, huit millions de personnes (plus d'un.e Français.e sur dix), avaient besoin de l'aide alimentaire (*Libération*, 12.11.20).

Prophylaxie

Si la France connaît un plateau légèrement descendant du nombre de contaminations, les expériences qu'ont récemment connues l'Irlande, le Royaume-Uni et le Portugal, d'augmentation exponentielle possiblement liée aux nouveaux variants du virus, laisser présager le pire. S'il devait se produire, la survie du système hospitalier français dépendrait de l'instauration d'un nouveau confinement strict, déjà annoncé par les membres du gouvernement.

Une telle mesure augmenterait encore la précarité et la détresse, notamment des étudiant.e.s, dont certain.e.s sont logé.e.s dans quelques mètres carrés. Et de tous «les derniers de cordées» qui vivent déjà dans des conditions difficiles.

Si cela devait advenir, il y a fort à parier que cela entraînerait une réaction sociale, des revendications, voir des mobilisations de grande ampleur comme le mouvement des Gilets jaunes. Le gouvernement n'aurait alors plus qu'à prétendre, auprès de l'opinion, lutter contre les «séparatistes» pour écraser par la répression celles et ceux qui affirmeraient que «la gangrène» est à la tête du pouvoir. ■

Jorge Simao

Indépendantistes majoritaires

CATALOGNE • Les partisans de l'indépendance renforcent leur position au parlement.

Pour la première fois lors d'une élection, les forces partisans de l'indépendance ont obtenu la majorité des voix - 50,73% si l'on additionne les voix de la gauche républicaine (ERC), Ensemble pour la Catalogne (Junts), CUP (gauche radicale) et le Parti démocrate européen catalan (PDeCAT) - et renforce sa majorité absolue de sièges avec 74 députés, 4 de plus que lors des dernières élections. Le seuil de la majorité absolue étant à 68 sièges sur 135. De plus, si l'on ajoute le soutien obtenu par les formations partisans d'un référendum d'autodétermination, de la défense de l'amnistie et le dialogue pour résoudre le conflit politique (ce qui inclut En Comú Podem, branche catalane d'Unidas-Podem et parti de la maire de Barcelone, Ada Colau), elles représentent 82 député.e.s au Parlement et 57,6% des voix.

Les trois partis qui se sont positionnés contre le dialogue pour résoudre le conflit politique en Catalogne (Parti populaire, Ciudadanos et Vox) obtiennent un soutien électoral résiduel avec 20 députés sur les 135 qui composent le Parlement (14,8%). Ciudadanos est, ainsi, le principal perdant. La formation, qui en 2017 se positionnait de façon très agressive contre l'indépendance, a perdu 30 sièges, passant de 36 à 6. Pour la première fois, le parti d'extrême droite Vox entre au Parlement catalan avec un total de onze député.e.s. Les résultats de Vox en Catalogne (7,69%) sont nettement inférieurs à ceux qu'il avait obtenus, lors des dernières élections espagnoles (15,2%). Les scores de Vox en Catalogne sont également moindres que ceux obtenus dans d'autres régions d'Espagne, comme l'Andalousie (10,97% des voix) ou Madrid (8,86%). ■

Réd.

L'UE et le lobby des énergies fossiles

UE • L'Union avait jusqu'au 15 février pour décider ou pas, de sortir gaz et charbon des investissements protégés par le traité sur la charte de l'énergie (TCE).

Un compromis posé sur la table ne laissait pas envisager de mesures imminentes dans ce sens. De cet avis dépendait toute la crédibilité de son engagement pour le climat: l'Union européenne tardait, ce lundi 15 février, à faire connaître sa position concernant l'avenir du traité sur la charte de l'énergie (TCE). Comme l'ensemble de ses États membres, elle avait jusqu'au soir pour rendre ses conclusions: soit elle proposait de sortir le pétrole, le gaz et le charbon de la liste des énergies protégées par cet accord commercial vieux de près de trente ans. Soit elle remettait à plus tard sa décision, comme elle l'a fait l'an passé, rendant toujours plus incertaine la possibilité de décarboneur un traité dénoncé comme contraire aux objectifs visés par l'accord de Paris. Au final, elle a finalement proposé d'exclure ce type d'investissements de ceux protégés par le traité, mais à échéance de dix à vingt ans. Les nouveaux projets de centrale à combustible fossile resteraient ainsi protégés jusqu'en 2030, à condition de permettre le passage aux «gaz renouvelables et bas carbone». Les investissements dans de nouvelles conduites combinant transport du gaz et des renouvelables le seraient quant à eux jusqu'en 2040. La discussion n'est pas finie: le prochain round de négociations, entamées en 2019, est programmé du 2 au 5 mars.

Signé par l'Union européenne et ses États membres en 1998, faisant intervenir une quinzaine de pays tiers, principalement d'Asie, le

TCE protège les investissements internationaux dans le secteur de l'énergie. Doté d'un mécanisme de règlement des différends semblable à celui existant dans de nombreux accords de libre-échange, il permet à une entreprise d'attaquer, devant un tribunal d'arbitrage, tout État qui prendrait une mesure néfaste à ses intérêts.

Multiplication des litiges entre les pays

«Cent trente-six litiges connus entre pays et énergéticiens évoquent ainsi le TCE, dont 66% sont intra-européens», rappelle Yamina Saheb, économiste, spécialiste des politiques énergétiques et relectrice des travaux du Giec. Certains portent sur la contestation de soutien accordé à tel ou tel concurrent, voire sur la mise en place de politiques tarifaires -EDF a ainsi utilisé le TCE contre la Hongrie pour avoir créé des aides d'État au secteur de l'énergie, mais également contre l'Espagne, après la mise à jour de ses tarifs d'achat de l'électricité verte. D'autres litiges portent, eux, sur les politiques de transition énergétique.

Le dernier cas remonte à moins de quinze jours: l'énergéticien RWE a attaqué les Pays-Bas après leur décision de fermer, d'ici à 2030, deux centrales à charbon dans lesquelles le géant allemand avait investi. L'État néerlandais a pris cette décision après que sa propre justice lui a enjoint, dans le cadre de l'affaire dite Urgenda, de réduire ses émissions de gaz à effet de serre: il se voit aujourd'hui réclamer 1,4 million d'euros de dommages et intérêts

par RWE.

Depuis 2019, des négociations internationales sont en cours portant sur la «modernisation» du TCE. De nombreux élus européens et ONG s'en sont saisis pour exiger qu'au minimum les énergies fossiles soient exclues de celles que protège l'accord. La pression grandissant, plusieurs États membres de l'Union européenne ont rejoint le mouvement, plus ou moins fermement.

En décembre 2020, la France rendait publique une position allant dans ce sens. L'Allemagne a fait de même. «Toutes deux plaident pour que le TCE exclue les énergies fossiles, mais ne posent aucune échéance», reprend Yamina Saheb. L'Espagne est allée plus loin en revendiquant que ce retrait s'opère d'ici à la fin de l'année et en menaçant de se désengager du traité dans le cas contraire. Le Luxembourg a fait un pas chassé: le pays qui, un temps, revendiquait que l'Europe quitte le TCE, estime aujourd'hui nécessaire de le renégocier de façon à le rendre compatible avec l'accord de Paris.

L'esquisse d'un compromis

Cinq pays, côté Union européenne, restent opposés à changer une virgule à l'existant. Il s'agit de la Pologne, de la Hongrie, de la Roumanie, de la République tchèque et de la Slovaquie, dont les revenus, déjà faibles, dépendent singulièrement du gaz et du charbon. ■

Marie-Noëlle Bertrand

Paru dans *L'Humanité*, adapté par la rédaction

Retour sur l'initiative de crise de l'USS

HISTOIRE • Cette initiative populaire keynésienne, lancée par l'Union syndicale suisse, fut l'une des réponses à la Grande Dépression des années trente.

Le bulletin de la *Sozialarchiv* à Zurich a consacré un article aux deux initiatives populaires, fort différentes l'une de l'autre, visant à lutter contre la Grande Crise économique. Rappelons que celle-ci débuta aux États-Unis avec le krach boursier d'octobre 1929. Elle se caractérisa par une chute de la production, une augmentation dramatique du chômage dans l'industrie et la ruine de nombreux agriculteurs. Elle se répandit rapidement dans le monde entier, et particulièrement en Allemagne, où elle fut l'une des causes de la montée du nazisme. Celui-ci, arrivé au pouvoir en 1933, réussit à faire chuter le nombre de chômeurs, en particulier par la construction d'autoroutes et le réarmement à outrance, qui préparait la politique d'agressions et de conquêtes territoriales d'Adolf Hitler. Aux États-Unis, le New Deal du président Franklin Delano Roosevelt parvint à relancer partiellement la machine économique et diminua la misère par une série de mesures sociales. Dans l'Autriche du chancelier Dollfuss et au Portugal de Salazar s'installèrent des dictatures fascisantes reposant sur un corporatisme d'essence catholique.

La crise débuta en Suisse avec quelque retard. Elle toucha notre pays de manière moins spectaculaire mais plus longuement que d'autres nations. Elle frappa d'abord les industries de la laine, de la soie et du vêtement, puis la chimie et l'industrie des machines, ensuite le bâtiment, avant de devenir une crise générale en 1932. Le chômage atteignit son maximum durant l'hiver 1935-1936, avec 124'000 sans-emploi. Quant à la réponse gouvernementale à cette crise sans précédent, elle se caractérisa en Suisse par son manque d'imagination et sa confiance en les vertus de la déflation et de l'équilibre budgétaire, qui ne firent qu'aggraver la dépression économique.

Les réponses de la gauche et des syndicats à la crise

Dans ce contexte, le syndicat des services publics (VPOD) lança en 1933 un «Plan de Travail» audacieux, directement inspiré par le plan éponyme conçu par le socialiste belge Hendrik de Man. Celui-ci rompait avec la liberté totale du système économique capitaliste et introduisait son contrôle, ainsi qu'une planification rigoureuse.



En 1933, le syndicat des services publics (VPOD) lança un «Plan de Travail» audacieux et directement inspiré par le plan éponyme du socialiste belge Hendrik de Man.

L'Union syndicale suisse (USS) allait moins loin dans son «initiative de crise», lancée en 1934. Son grand artisan fut l'économiste socialiste Max Weber, futur conseiller fédéral après la Seconde Guerre mondiale. Cette initiative populaire, qui s'inspirait de la théorie de John Maynard Keynes, prévoyait une série de mesures visant à maintenir le pouvoir d'achat et à stimuler la demande. Elle prévoyait aussi le contrôle du marché des capitaux, des cartels et des trusts. Elle prônait le lancement de grands travaux publics par l'Etat, afin de réduire le chômage. Cette dernière mesure sera en partie réalisée par quelques communes suisses à majorité socialiste, notamment Zurich, Bienne et Lausanne, avec par exemple la construction en béton armé des bains de Bellerive, alors considérés comme les plus modernes d'Europe. L'«initiative de crise» réunit 334'699 signatures! La campagne avant la votation fut très animée. L'initiative, taxée de «communiste» et «soviétique» fut vivement combattue, et par le patronat industriel et bancaire, et par le parti catho-

lique-conservateur (ancêtre du PDC), dont le représentant au Conseil fédéral était Philipp Etter, acquis au modèle corporatiste. Elle fut finalement rejetée en votation populaire, avec un taux de participation de 84,4%, mais obtint un résultat très honorable de 42,8% des suffrages.

Les réponses à la crise de l'extrême droite et de la droite conservatrice

Peu de temps après l'«initiative de crise», une autre initiative populaire fut lancée par le Front National, un mouvement fasciste helvétique surtout implanté à Zurich. Elle demandait une révision totale de la Constitution fédérale, dans le sens d'une «démocratie autoritaire» ayant à sa tête un «Landammann» et limitant drastiquement les droits du parlement. Elle s'inspirait dans une certaine mesure du *Führersprinzip* dans l'Allemagne nazie. Sur le plan économique, elle adhérait aux principes du corporatisme, une notion à vrai dire assez floue, qui était censée mettre fin à la lutte des classes par l'union, dans

des corporations par métiers, du patronat et des travailleurs. Cette conception, où se mêlaient antilibéralisme, antisocialisme, antisémitisme et xénophobie, fut notamment défendue avec passion par le très conservateur écrivain catholique Gonzague de Reynold, par le colonel Hans Frick, chef de l'instruction à l'armée et par le conseiller fédéral Philipp Etter. L'initiative pour la révision totale de la Constitution fut heureusement rejetée par 72,3% des votants.

On voit donc que la volonté de lutter contre la Grande Crise économique suscita des réponses totalement antinomiques. L'«initiative de crise» de l'USS visant à soutenir l'économie et à sauver les emplois reste d'actualité. Le plan de relance qui vient d'être lancé par Joe Biden aux États-Unis, ainsi que certaines mesures cantonales anti-Covid, vont dans ce sens. ■

Pierre Jeanneret

Sources: Christian Koller, «Vor 85 Jahren: Krisenlernen in der direkten Demokratie», *Sozialarchiv Info*, 5/2020 et Pierre Jeanneret, *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande*, Editions de L'Aire, 1991.

Le capitalisme financiarisé mis à nu

ESSAI • Werner Rügemer dissèque les capacités, globales et numériques, de captation des richesses des capitalistes du XXI^e siècle et le rôle des sociétés d'investissement.

Voilà un livre dont le plus grand mérite est de nous faire voyager dans l'univers du capitalisme moderne, globalisé et surtout financiarisé comme jamais. L'ouvrage très précis et documenté de Werner Rügemer constitue un outil utile pour se repérer dans ce monde où ont émergé de nouveaux acteurs surpuissants. Dans les chapitres qu'il consacre à l'évolution des capitalismes du monde occidental, il décrypte le rôle joué par «Les organisateurs du capital», ces sociétés d'investissement dont l'états-unien BlackRock s'érige en chef suprême.

Cette super-superstructure pilote et met en musique de redoutables strates de «préparateurs» dont la principale fonction consiste à capter ou à détourner la richesse produite au détriment des entreprises. Ces «pilleurs» ou autres «équarisseurs» du monde de la finance ont pour noms «hedge funds», «private equity» et autre «capital venture». Ils usent abondamment de procédés comme les LBO (*Leveraged buy-out*) qui leur permettent de transférer l'endettement qu'ils ont souscrit sur les firmes mêmes dont ils s'emparent, contre l'emploi ou (et) les acquis de leurs salariés. L'ouvrage décrit par le menu ces nouveaux relais du capital

financier et de son fonctionnement, jusqu'à offrir aux lecteurs une sorte d'annuaire aussi précis qu'utile de ce monde pour qui veut s'y repérer aujourd'hui afin de mieux le combattre.

L'auteur, allemand, philosophe et journaliste d'investigation, fut le témoin de la mutation accélérée de l'ex-capitalisme rhénan vers un nouveau modèle «anglo-saxon» dans le courant de la décennie 2000, sous l'impulsion initiale de l'ex-chancelier Schröder et de son gouvernement de coalition SPD/Verts. Cette transformation aussi rapide que sidérante lui a fait découvrir en direct l'action des nouveaux mercenaires du capital qui vont faire système, quelque temps plus tard, sous l'obédience de BlackRock et consorts. Ceux-là furent désignés, selon la métaphore qui s'est imposée dans le débat public outre-Rhin, comme des «nuées de sauterelles» qui se répandent sur les valeurs créées par le travail pour les dévorer et les régurgiter dans le strict intérêt des «investisseurs» financiers sous forme de rendements à deux chiffres.

Alors qu'une analyse superficielle permet souvent de se rassurer à bon compte autour d'un déclin inéluctable de l'hyperpuissance états-unienne, Werner Rügemer en montre

toutes les limites. Une partie clé de la réalité est ignorée. Certes, dit l'auteur, la part de l'Oncle Sam dans la production et le commerce «recule depuis des décennies». Mais, ajoute-t-il, «le marché des capitaux des États-Unis gagne, lui, de plus en plus en importance au sein du monde occidental». Le capital financier et ses relais, par lesquels sont si souvent «recrutés» voire incorporés les dirigeants politiques d'outre-Atlantique et d'ailleurs, sont en fait devenus les principaux vecteurs de cet impérialisme repeint à l'air du temps.

Seul bémol à cette impressionnante mise à nu des capitalistes et de leur emprise sur le monde, sur l'Occident comme sur la Chine, qui a inventé, souligne Rügemer, «un capitalisme sous direction communiste», elle survalorise le rôle des États, laissant entendre que l'issue passe par l'épilogue de leur compétition. Et moins par des luttes venues d'en bas de salariés, de citoyens désireux de conquérir de nouveaux pouvoirs pour la paix et pour enfin maîtriser leur destinée. ■

Bruno Odent

Werner Rügemer, *Les Capitalistes du XXI^e siècle*, Tradition, 376 pages.

Paru dans *L'Humanité*

«Ni fous, ni morts»

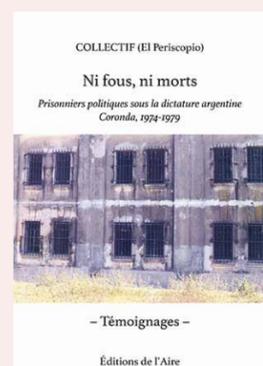
Temps de semi-confinement, temps de lecture, qui permet une autre forme de contact social.

Ainsi en va-t-il avec le livre «Ni fous, ni morts». Publié par l'Association El Periscopio et un groupe d'amis solidaires suisses aux Editions de l'Aire, dans sa version française, c'est un recueil de témoignages dans lesquels les prisonniers politiques survivants de la prison de Coronda, en Argentine durant la dictature entre 1974 et 1979, font part de leur expérience et de leur résistance solidaire contre un système qui voulait les anéantir. Ce livre peut inspirer des méthodes de résistance et des moyens de se donner du courage dans l'adversité... souvent avec une pointe d'humour.

Pour en savoir plus sur le livre et consulter les articles de comptes rendus dans les médias: www.nifousnimorts.com

Prix spécial pour les lecteurs de Gauchebdo:
20 Frs au lieu de 23 Frs (+ 4.- de port).

Commandes à envoyer à redaction@gauchebdo.ch



Etat de soutiens à la culture menacée

CRISE • L'action «No culture no future» alerte sur un «écosystème culturel» gravement impacté. Le Canton et la Ville de Genève s'engagent à soutenir les milieux culturels. La syndicaliste Anne Papilloud défend optimisation et simplification de l'aide fédérale.

Sous la bannière «No culture no future», une action collective s'est tenue samedi dernier dans une dizaine de cités romandes. Ceci afin d'alerter les autorités et l'opinion publique sur la nécessité d'agir rapidement pour soutenir un secteur à nouveau à l'arrêt depuis bientôt quatre mois», selon la lettre ouverte des 31 faitières et organisations romandes. L'action se poursuit deux semaines durant.

A la tête du Département de la cohésion sociale (DCS), le Conseiller d'Etat socialiste genevois Thierry Apothéloz rappelle que le DCS «a uni ses forces» avec la Ville de Genève (VdG), l'Association des communes genevoises et la Loterie romande «pour assurer et répartir le financement, à hauteur de 32,4 millions de francs, des mesures prévues par la Confédération pour venir en aide aux acteurs et actrices de la culture frappé.e.s par les conséquences économiques du coronavirus».

Parallèlement, il a débloqué 4 millions pour indemniser le secteur du livre, disquaires, labels musicaux et galeries d'art contemporain, «lesquels avaient été exclus de la première ordonnance fédérale visant à atténuer les conséquences économiques du coronavirus dans le secteur de la culture.» De plus, le canton a avalisé la proposition formulée par l'organe genevois de répartition des bénéfices de la Loterie romande «destinant 2 millions à une aide exceptionnelle aux artistes indépendants.»

Dispositifs à la Ville

Dirigé depuis 2011 par le socialiste Sami Kanaan, le Département de la culture de la VdG a notamment garanti les subventions au domaine culturel en 2020 et 2021, «malgré les annulations de spectacles, les fermetures des lieux ou les autres formes de restrictions», précise Armelle Combre, responsable de l'Unité communication du Département. Dans son budget 2021, la Ville maintient, voire augmente les aides. Ainsi, par exemple, le soutien à la création pour les musiques actuelles (+125'000).

Depuis ce mois, le dispositif prévoit entre autres des aides au loyer pour les activités de création. Dans le cadre de ce dispositif, la Ville assume pour 2,3 millions, «la moitié genevoise du montant des indemnités des entreprises, des acteurs et actrices culturel.le.s éligibles qu'elle subventionne.»

A Genève, la manifestation «No culture



A Genève, artistes et sympathisant.e.s se sont réuni.e.s à la Place du Molard pour une action visant à préserver l'écosystème culturel en péril. DR

no future» a rassemblé quelques 200 artistes (arts vivants, plastiques, cinéma...) et sympathisant.e.s, le 13 février.

Priorité à l'emploi

Face aux légitimes inquiétudes de professionnel.le.s de la culture menacé.e.s par l'horizon d'un véritable «désert culturel» et d'une précarisation accrue, Thierry Apothéloz se veut rassurant. «Le canton continuera... d'indemniser les pertes financières des entreprises, acteurs et actrices culturelles et contribuera au financement de projets de transformation», précise-t-il. Avant de poursuivre: «Je m'engage à soutenir le vivier créatif que représentent les acteurs et actrices culturelles aussi longtemps que la situation l'exige». Le Magistrat rappelle: «Le Conseil d'Etat est particulièrement sensible à préserver un secteur qui est non seulement nécessaire à la cohésion sociale, mais constitue un tissu économique important, avec près de 20'000 emplois directs et indirects à Genève.» Pour mémoire, selon la première étude détaillée due à la Haute école de gestion¹, la culture est un acteur-clé, en deuxième position après la finance, dans l'économie genevoise. A son actif, 6% des emplois dans le canton et 4,6 milliards de francs de valeur ajoutée.

Au plan fédéral, le secteur culturel assure 300'000 emplois et représente 3% du PIB. Mais l'enjeu est aussi social,

humain et métaphysique, selon Olivia Csiky Trnka du comité TIGRE, faitière des producteur.rice.x.s genevois.se.x.s de théâtre indépendant et professionnel. «Du côté des compagnies artistiques, il n'y a pas de profit généré. L'argent est immédiatement réinvesti en salaires et projets.» La femme de théâtre ajoute: «Nous réalisons un vrai travail de communauté. Ceci en donnant aux gens des outils pour réfléchir - tant individuellement que collectivement - à notre monde, ce qui s'y déroule aujourd'hui. L'Art incarne des futurs possibles. Les traumatismes générés par la pandémie se répercuteront sur plusieurs générations. Le rôle de la culture est aussi d'en canaliser et accompagner les effets délétères pour le vivre ensemble.»

Le volet recherches

Aux yeux de la secrétaire générale du syndicat suisse romand du spectacle (SSRS), Anne Papilloud, «la culture est cette perspective fondamentale de lien social, la possibilité de cocréer ensemble quelque chose. Pour avoir un regard autre sur le monde. Toutes les mesures estivales ou autres pour rouvrir, de manière encadrée, les lieux et sites culturels sont une manière pour les artistes de retrouver le public. Mais surtout pour le public de renouer avec les artistes. C'est un manque immense aujourd'hui.»

Pour les milieux culturels, il y a la

demande d'un développement massif des soutiens à la recherche artistique et à la formation continue. Ce que confirme Anne Papilloud. «En cette période marquée par l'impossibilité pour les milieux culturels d'exercer leur métier, il y a ce besoin d'utiliser ce temps pour de la recherche, de la création et de la formation continue. Ce sont les institutions culturelles et/ou les autorités cantonales et communales qui prennent en charge ces soutiens.» Dans le canton de Vaud, l'Etat a ainsi lancé des bourses de recherches permettant aux acteurs.trices culturelles de demander un soutien financier afin de pouvoir travailler «hors des contraintes liées à la représentation».

Point de rupture atteint

Un état de nécessité et une évolution dont Thierry Apothéloz prend acte. «Dans le cadre des projets de transformation, qui doivent permettre aux entreprises culturelles de faire face aux nouvelles circonstances et trouver de nouvelles stratégies pour s'y adapter, le canton contribuera au financement de ces projets, qui dépassent la stricte diffusion des œuvres», relève le Magistrat. Il précise: «Ces projets peuvent d'ailleurs porter sur des activités de recherche, de formation, de médiation, allant bien au-delà de nouveaux modes de diffusion.»

Selon un sondage publié le 10 février dernier par la Task Force Culture

romande, 43% des acteurs.trices culturelles en Suisse romande craignent de devoir changer de profession, le personnel technique (58%) se sentant plus menacé que les artistes (41%). Près d'une entreprise culturelle sur deux (46%) considère sa situation de sérieuse à catastrophique. Défendant le modèle zurichois et ses aides simplifiées touchant directement les personnes concernées, Anne Papilloud constate que «les autorités fédérales peinent à prendre la mesure de l'ampleur de la crise traversée par les milieux culturels. Et à apporter les réponses adéquates à cette crise.»

Pour Thierry Apothéloz, ce sondage est «alarmant et ses résultats disent une situation d'un secteur économique... au point de rupture. Certaines personnes du monde culturel ne disposent pas du statut d'indépendant car ils ne remplissent pas les conditions minimales. Par les dispositifs qu'il met en place, ou auxquels il participe, le canton entend justement donner aux artistes les moyens de continuer à exercer leurs activités.» Dans le même but, la Ville annonce pour le premier trimestre 2021, entre autres des bourses de recherche mais «ouvertes à la fois aux artistes et aux professions non-artistiques de la culture. Des résidences seront également proposées.» Elle affiche sa volonté d'atteindre les personnes passées à travers les filets de l'aide.

Outre une simplification et une accélération des démarches administratives nécessaires pour l'obtention des indemnités financières fédérales reconnues comme «compliquées» par Anne Papilloud, Thierry Apothéloz et les milieux culturels, la réouverture progressive des lieux culturels au public est demandée urgemment. «Le problème pour les autorités fédérales est de prouver un lien de causalité direct entre lieux culturels ouverts sous mesures sanitaires strictes et diffusion du virus. Or d'autres pays européens ont permis semblables réouvertures. Sans incidences notables sur le taux de contamination», précise la syndicaliste. Le Conseil fédéral a annoncé quelques arbitrages le 17 février. Commerces, musées et zoos rouvriront le 1^{er} mars: rien d'autre. Les milieux artistiques et leurs soutiens n'ont guère été entendus à Berne. ■

Bertrand Tappolet

¹ Le «poids» de l'économie créative et culturelle à Genève, HEG, mars 2017. Lettre ouverte sur noculturenofuture.ch

Texte intégral de l'article sur gaucheبدو.ch

Une histoire-monde des inégalités

LIVRE • L'historien Walter Scheidel montre comment les ruptures violentes ont joué un rôle dans le développement humain.

La fortune des milliardaires a augmenté de plus d'un tiers en 2020. Les 1% les plus riches de la planète possèdent deux fois plus que les richesses cumulées d'environ 7 milliards de personnes. Dans le même temps, la crise du coronavirus a vu la situation financière des plus vulnérables se dégrader et a renforcé la pauvreté... Dans un ouvrage traduit récemment en France et préfacé par Louis Chauvel, sociologue spécialiste du déclassement, l'historien autrichien Walter Scheidel porte une voix discordante qui contredit l'idée reçue selon laquelle les sociétés civilisées iraient irrémédiablement vers le progrès et la réduction des inégalités.

L'auteur, professeur spécialiste de la Rome antique et qui enseigne à l'université de Stanford aux Etats-Unis, se plonge dans une histoire-monde des inégalités. Inspiré par les travaux de Thomas Piketty, et son livre *le Capital au XXI^e siècle*, Scheidel s'est employé à savoir si, dans la très longue durée depuis l'aube de l'humanité, les inégalités ont été réduites par les chocs produits par des événements majeurs. Sa démarche scientifique s'appuie sur la compilation de nombreux travaux et articles ainsi que sur la consultation d'archives, parfois granulaires, comme des tessons de céramique ou bien la surface des villas. Ainsi, et c'est la thèse

principale de l'auteur, seule la violence a permis historiquement de réduire les inégalités. Depuis toujours et partout, les inégalités économiques -c'est le seul prisme adopté par l'auteur- sont toujours importantes et seuls des bouleversements massifs et en rupture avec l'ordre établi peuvent permettre leur réduction temporaire.

Le moment initial situé par l'auteur est celui de l'holocène, soit la fin de l'ère glaciaire ou toujours, selon lui, période de la grande «déségalisation», les inégalités se développent car les hommes deviennent sédentaires et pratiquent l'agriculture et l'élevage, qui démultiplient les possibilités d'accumuler les

actifs. À partir de ce moment, les inégalités prospèrent et vont durer avec l'émergence des premières civilisations, et avec elles, des premières élites (sous l'Empire romain, les sociétés féodales au Moyen Âge et esclavagistes). La norme de cette histoire est donc la violence: les moments contraires ou de «nivellement» sont rares. Lorsqu'ils se produisent, ils naissent toujours de chocs chaque fois plus violents, classés en quatre groupes: la guerre de masse (les deux guerres mondiales au XX^e siècle), la révolution, l'effondrement d'un État (la chute de l'Empire romain) ou les pandémies meurtrières.

La question en creux que l'on peut

poser à l'encontre de cette thèse est de savoir si c'est la violence, la désolation et la mort, ou bien plutôt leur refus par le mouvement social et ouvrier qui ont produit les périodes de développement humain et de réductions des inégalités. En tout cas, la lecture de cet ouvrage interpelle et donne une profondeur historique à la réflexion que peuvent mener aujourd'hui, à l'heure de la crise du Covid-19, toutes celles et tous ceux qui ont pour objectif de réduire les inégalités en France et dans le monde. ■

Florent Godguin

W. Scheidel, *Une histoire des inégalités; de l'âge de pierre au XXI^e siècle*, Actes Sud.

Paru dans *L'Humanité*